



Du registre aux délibérations du Conseil Communal
DE CETTE COMMUNE, A ÉTÉ EXTRAIT CE QUI SUIT :

SÉANCE DU 18 DÉCEMBRE 2025

Présents : MM. Monsieur Yves DEPAS, Bourgmestre;
Monsieur Thierry CHAPELLE, Madame Valérie
BUGGENHOUT, Monsieur Baudouin BOTILDE,
Monsieur Grégory CHARLOT, Échevins;
Monsieur Laurent BOTILDE, Madame Sarah
GEENS, ~~Monsieur Alain JOINE, Monsieur Jean-~~
~~François MARLIERE~~, Monsieur Bertrand
DEBOURG, Madame Louise DUBOIS, Monsieur
Luc FRERE, ~~Monsieur Emmanuel GERARD~~,
Madame Murielle GILLES, ~~Monsieur Sébastien~~
~~GUIOT~~, Monsieur Michel JANQUART, ~~Monsieur~~
~~Laurent MARTIN~~, Madame Sophie MATHIEUX,
Monsieur Didier METENS, Madame Rachelle
VAFIDIS, Conseillers;
Monsieur Yves GROIGNET, Directeur Général;
Madame Perline FALLAIS, Conseillère - Présidente;
Madame Régine BAUDOIN, Présidente du CPAS;

OBJET : Règlement-redevance pour la location de livres, de jeux, de déguisements et de photocopies: Fixation du taux pour les exercices 2026-2031: Approbation

Le Conseil, siégeant en séance publique,

Vu la Constitution, notamment les articles 41, 162 et 173 ;

Vu la première partie du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation (CDLD en abrégé) et notamment l'article L1122-30 ;

Vu la loi du 24 juin 2000 (M.B. 23.09.2024, éd.2) portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1. de la Charte ;

Vu le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46CE (règlement général sur la protection des données) entrée en vigueur le 25 mai 2018 ;

Vu le règlement d'ordre intérieur de la bibliothèque et le règlement des collectivités qui accèdent à la bibliothèque/ludothèque, tous deux votés par le Conseil Communal en date du 29 août 2019 et leurs modifications ultérieures ;

Considérant les coûts engendrés par la mise en place et l'actualisation de la bibliothèque/ludothèque ;

Considérant que les livres, les jeux et les déguisements sont destinés à être prêtés aux citoyens ;

Considérant que le personnel de la bibliothèque est régulièrement sollicité par des utilisateurs pour effectuer des photocopies ;

Considérant que les coûts de la location et des photocopies doivent être répercutés sur les utilisateurs ;

Considérant qu'il y a lieu d'exonérer les collectivités définies dans le règlement susvisé de certaines redevances dans le but de promouvoir le Réseau public de la Lecture et les bibliothèques publiques ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement de redevances communales et particulièrement mais pas exclusivement :

- l'article L1124-40 §1er 1° du CDLD relatif notamment à l'obligation d'envoyer une mise en demeure par pli recommandé et le droit de décerner une contrainte pour entamer le recouvrement judiciaire par les huissiers de justice ;
- les articles 1413 à 1626 du Code judiciaire relatifs aux procédures de recouvrement via les huissiers de justice ;
- les articles 2244 et suivants du Code civil relatifs à l'interruption de la prescription, à l'exclusion de l'article 2248 ;
- l'arrêté royal du 18 mai 2024 modifiant l'arrêté royal du 30 novembre 1976 fixant le tarif des actes accomplis par les huissiers de justice en matière civile et commerciale ;

Vu la loi du 15 mai 2024 portant des mesures dans la lutte contre le surendettement et de protection des entreprises en difficultés ;

Vu la loi du 4 mai 2023 portant insertion du livre XIX "Dettes du consommateur" dans le Code de droit économique (CDE) (M.B. 23.5.2023) à laquelle renvoie la circulaire budgétaire 2025 votée le 30 mai 2024 par le Gouvernement Wallon et envoyée aux Communes le 14 juin 2024 ;

Considérant que cette loi impose certaines mesures en cas de retard de paiement, dont l'envoi d'un rappel simple et gratuit avant d'autres mesures qui seraient éventuellement payantes ;

Vu les recommandations émises par la circulaire budgétaire 2026 du 11 septembre 2025 relative à l'élaboration des budgets des Communes de la Région wallonne et aux recommandations fiscales pour l'année 2026 ;

Vu l'arrêt de la Cour constitutionnelle du 18 mai 2017, duquel il se déduit notamment qu'il est nécessaire de prévoir une procédure de réclamation ;

Considérant qu'une telle procédure permettra de garantir les droits des citoyens et de répondre aux conditions fixées par la Cour constitutionnelle ainsi que de fixer un délai prescrit à peine de nullité pour l'introduction des réclamations ;

Considérant qu'il y a lieu d'exonérer les collectivités telles que définies dans le règlement susvisé afin d'assurer la promotion du Réseau public de la Lecture et les bibliothèques publiques ;

Considérant que le présent règlement permettra à la Commune de se doter des moyens nécessaires afin d'assurer l'exercice de sa mission de service public et d'atteindre l'équilibre budgétaire ;

Sur proposition du Collège Communal ;

Après en avoir délibéré ;

Considérant la transmission du dossier au Directeur financier pour avis préalable en date du 28/11/2025 ;

Considérant l'avis Positif du Directeur financier remis en date du 01/12/2025 ;

DECIDE à l'unanimité :

Article 1.

Il est établi pour les exercices 2026 à 2031, une redevance communale pour la location de livres, de jeux, de déguisements et de photocopies à la bibliothèque/ludothèque communale, à l'exception de la location du costume de Saint-Nicolas qui fait l'objet d'un règlement spécifique.

Article 2.

La redevance est due par la personne physique ou morale à laquelle les livres et/ou les jeux et/ou les déguisements sont prêtés ou qui sollicitent des photocopies.

Sauf pour la redevance due en cas de dépassement des délais visés à l'article 3 et les photocopies, les collectivités sont exonérées.

Par collectivités, il y a lieu d'entendre celles qui sont définies dans le règlement communal des collectivités voté le 29 août 2019 et ses éventuelles modifications ultérieures.

Article 3.

Les taux de la redevance sont fixés comme suit :

- livres jeunesse : 0,20 €/3 semaines maximum ;
- livres adultes : 0,40 €/3 semaines maximum ;
- jeux et déguisements : 0,50 €/3 semaines maximum ;
- DVD ou livre-audio : 1 €/3 semaines maximum ;
- jeux géants : 2 €/1 semaine maximum ;
- jeux et déguisements de luxes : 2 €/3 semaines maximum ;
- 0,05 €/photocopie A4 recto noir et blanc.
- 0,10 €/photocopie A3 recto noir et blanc.
- 0,10 €/photocopie A4 recto couleur.
- 0,20 €/photocopie A3 recto couleur.

Tout dépassement du délai susvisé entraînera une majoration des taux comme suit :

- livres jeunesse : 0,02 €/ouvrage et par jour ;
- livres adultes : 0,04 €/ouvrage et par jour ;
- jeux et déguisements : 0,05 €/ouvrage et par jour ;
- jeux géants : 0,20 €/jeu géant et par jour ;
- jeux et déguisements de luxes : 0,20 €/déguisement et par jour ;
- DVD et livre-audio : 0,10 €/DVD et livre-audio et par jour.

Article 4.

La redevance est exigible :

- le jour du prêt et/ou de la photocopie ;
- le 1^{er} jour qui suit le dépassement des délais indiqués à l'article 3 et jusqu'au maximum le jour de la restitution.

Article 5.

La redevance est payable le jour où elle est exigible soit :

- par voie électronique ou en espèces à la Caisse communale qui en délivrera quittance ;
- par versement bancaire sur le compte de la Commune.

Dans l'éventualité où le paiement ne pourrait intervenir immédiatement, la redevance devra être payée selon les modalités et dans le délai mentionné sur la facture qui sera adressée au redevable par le Collège Communal ou le Directeur financier.

Article 6.

§1 Conformément à la loi du 4 mai 2023, en cas de non-paiement de la redevance à l'échéance de la facture, la Commune enverra sans frais un premier rappel de paiement par pli simple, dans les 60 jours qui suivront ladite échéance ;

§2 A défaut de paiement à la suite de ce rappel, une mise en demeure sera envoyée par pli recommandé (ou via ebox) ou via un service postal universel, conformément à l'article L1124-40 1er 1° du CDLD.

Le coût de cette mise en demeure est de 10 € et est à charge du redevable.

§3 A défaut de paiement au plus tôt dans les 15 jours de la date d'envoi de la mise en demeure, le Collège Communal rendra exécutoire la contrainte prévue à l'article L1124-40 §1er 1° du CDLD.

§4 Le Directeur financier sera tenu d'envoyer sans délai cette contrainte à un huissier de justice, lequel devra respecter les instructions qui lui seront communiquées. Les frais de l'huissier de justice exposés dans le cadre du recouvrement judiciaire réalisé sur base de la contrainte sont exclusivement ceux fixés par l'arrêté royal du 18 mai 2024.

§5 Le redevable poursuivi par voie de contrainte pourra introduire un recours en justice dans les formes et le délai prévus par l'article L1124-40 §1er 1° du CDLD.

En cas de recours, le Directeur financier devra suspendre la procédure chez l'huissier de justice jusqu'à ce qu'une décision coulée en force de chose jugée soit rendue.

Article 7.

Une réclamation peut être introduite auprès du Collège Communal dans un délai de 6 mois à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi de la facture.

Elle doit être introduite par écrit, motivée, datée et signée par le réclamant ou son représentant, et mentionner :

- les nom, qualité et adresse du redevable à charge duquel la redevance est établie ;
- l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens justifiant la demande de rectification ou d'annulation de la redevance.

Sans que le réclamant ne puisse faire valoir un quelconque préjudice, la réclamation sera traitée de la manière suivante :

- si les motifs invoqués dans la réclamation n'impliquent aucune interprétation du présent règlement ou des dispositions légales régissant le service qui gère la matière visée par la redevance, un courrier de réponse, statuant définitivement sur la réclamation sera adressé par recommandé au redevable dans les 3 mois qui suivent la date de réception de la réclamation ;
- si les motifs invoqués dans la réclamation nécessitent une interprétation du règlement ou des dispositions légales régissant le service qui gère la matière visée par la redevance, la réclamation fera l'objet d'une délibération du Collège Communal dans les 6 mois qui suivent la date de réception de la réclamation. L'absence de décision du Collège dans ce délai ne peut en aucun cas s'interpréter comme une décision favorable au redevable ;
- la décision sera notifiée au réclamant par courrier recommandé (électronique, ebox ou via un service postal universel) et le redevable sera invité à acquitter la redevance. La notification de la décision est gratuite et vaudra mise en demeure de payer tel que prévu à l'article L1124-40 du CDLD.

En cas de rejet de la réclamation et dès l'expiration d'un délai de 3 jours ouvrables après la notification de la décision par courrier recommandé, la redevance retrouvera son caractère certain, liquide et sera immédiatement exigible.

A défaut de paiement du redevable à la suite de la notification et au plus tôt 15 jours après celle-ci, le Collège rendra une contrainte exécutoire, conformément à l'article L1124-40 du CDLD.

La décision du Collège ne sera pas susceptible de recours dans la mesure où un recours s'ouvrira dans le mois qui suivra la signification de la contrainte.

Dès l'introduction de la réclamation et jusqu'à ce qu'une réponse soit apportée au redevable, la procédure de recouvrement amiable entamée par le Directeur financier sera suspendue.

Il est entendu qu'une réclamation introduite après expiration du délai précité et après entame de la phase de recouvrement judiciaire par voie d'huissier de justice sera déclarée irrecevable.

Article 8.

Les données personnelles nécessaires à la mise en œuvre du présent règlement sont traitées dans le respect du Règlement Général sur la Protection des Données Personnelles (RGPD en abrégé) du 27 avril 2016 et selon les indications suivantes :

- responsable du traitement : la commune de La Bruyère ;
- finalité du traitement : établissement et recouvrement de la redevance ;
- catégories de données : données d'identification directes, coordonnées de contact, données financières et transactionnelles ;
- durée de conservation : la Commune s'engage à conserver les données pour un délai de 30 ans et à les supprimer par la suite ;
- méthodes de collecte : déclarations et contrôles ponctuels et/ou recensement par l'administration ;
- communication des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du code des impôts sur les revenus, ou à des sous-traitants du responsable de traitement.

Article 9.

Toute contestation à naître de l'application du présent règlement relève de la compétence exclusive des Tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Namur.

Article 10.

Le présent règlement entrera en vigueur après accomplissement des formalités de la publication prévues aux articles L1133-1 et L1133-2 du CDLD et sera transmis au Gouvernement Wallon conformément aux articles L3131-1 et suivants dans le cadre de la tutelle spéciale d'approbation.

Fait en séance susmentionnée;

Pour le Conseil :

Le Directeur Général,

Le Bourgmestre,

Yves GROIGNET

Yves DEPAS

Pour extrait conforme,

Le Directeur Général

Le Bourgmestre

Yves GROIGNET

Yves DEPAS

